

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
EXTRA 17/00

ÉFAI – 000128 – ASA 21/14/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

« DISPARITION » / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

INDONÉSIE (ACEH)

Zulkifli (58 ans), chef de village

Munir (27 ans), défenseur des droits humains

Londres, le 3 mars 2000

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Zulkifli et de Munir qui ont « disparu » aux mains des forces de sécurité en Aceh au cours des dernières semaines. D'autres victimes de « disparitions » en Aceh ont été retrouvées mortes et les personnes détenues par les forces de sécurité risquent d'être maltraitées, torturées et victimes d'une « disparition ».

Zulkifli, chef du village de Rembele dans le sous-district de Bukit (Aceh Central), aurait « disparu » le 21 février 2000, après que des membres du *Kodim* (commandement militaire de district) 0106/Aceh Tengah se furent rendus à son domicile et l'eurent accusé d'être en possession d'une arme à feu et d'appartenir au groupe armé d'opposition *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre). La veille, l'armée avait mené une « opération de ratissage » en vue de capturer des membres du GAM. Le commissariat et le commandement militaire du sous-district de Bukit ont nié détenir cet homme.

Le défenseur des droits humains Munir a « disparu » le 26 janvier 2000 après avoir été emmené à l'aube par des membres de la *Brimob* (brigade de police mobile) et des *Tentara Nasional Indonesia* (TNI, Forces armées indonésiennes), alors qu'il se trouvait à son domicile dans le village de Blang Dhot, dans le sous-district de Tangse (Pidie). La *Brimob* et les TNI seraient arrivées chez lui dans deux camions et un autocar. Ils auraient frappé deux proches de Munir, âgés de quinze et de dix-sept ans, avant d'emmener Munir. Lorsque la famille de Munir s'est rendue au commissariat et au siège de l'armée du sous-district de Tangse pour s'enquérir de son sort, il leur a également été répondu qu'il n'était pas détenu par leurs services.

Amnesty International a appris le 3 mars 2000 que les corps de deux hommes qui avaient « disparu » du village de Paya Beurandeng dans le sous-district de Tanah Luas (Aceh-Nord) à l'aube du 27 février 2000 avaient été retrouvés à l'hôpital général de Lhokseumawe. Mr Radan, chef de village, et Usman Jaban auraient été eux aussi arrêtés à leur domicile par des membres des TNI.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La situation des droits humains ne cesse de se dégrader en Aceh. Selon des informations non confirmées, 179 personnes auraient été tuées dans ce district spécial depuis le début de l'année 2000, dans le cadre des opérations anti-insurrectionnelles menées contre le groupe armé d'opposition GAM. Des dizaines de personnes ont également été arrêtées au cours des « opérations de ratissage » menées par les forces de sécurité pour capturer des membres du GAM.

Depuis plusieurs semaines, des signes inquiétants révèlent un accroissement des manœuvres de harcèlement et d'intimidation, des arrestations et des violations des droits humains perpétrées par les forces de sécurité contre les défenseurs des droits humains et les personnes menant des activités humanitaires.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / fax / aérogramme / télex / lettre par avion (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :

- Exhortez les autorités à localiser immédiatement Zulkifli et Munir, à rendre public le lieu où ils se trouvent et à garantir leur sécurité ;
- demandez que toutes les personnes soupçonnées d'être responsables de graves violations des droits humains – homicides, torture, « disparitions » notamment – soient déférées sans délai à la justice et jugées par une juridiction civile, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains ;
- insistez auprès des autorités pour qu'elles mènent sans délai une enquête exhaustive et impartiale sur la « disparition » et l'homicide dont ont été victimes Mr Radan et Usman Jaban en février 2000 ; demandez que les résultats de ces investigations

soient rendus publics et que les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements soient déférées à la justice ;
– appelez les autorités à donner immédiatement des instructions aux forces de sécurité pour que cessent les arrestations et les détentions arbitraires, les actes de torture et les mauvais traitements, les « disparitions » et les homicides illégaux ;
– demandez aux autorités de veiller à ce que toutes les opérations de sécurité menées en Aceh respectent les normes internationales relatives au respect des droits humains.

APPELS À : (Plusieurs tentatives peuvent s'avérer nécessaires pour envoyer une télécopie.)

Ministre de la Défense et de la Sécurité :

Dr Juwono Sudarsono
Menteri Pertahanan dan
Keamanan
Jl. Medan Merdeka Barat N°
13-14
Djakarta Pusat 10110
Indonésie

Télégrammes : Dr Juwono
Sudarsono, Menteri
Pertahanan dan Keamanan,
Djakarta, Indonésie

Fax : 62 21 381 4535 / 384
5178

Formule d'appel : *Dear
Minister, / Monsieur le
Ministre,*

Chef de la police en Aceh :

Brig. Gen. Bachrumsyah Kasman
Chief of Police for Aceh (Kapolda Aceh)
Jl Cut Nyak Dien
Banda Aceh
Aceh
Indonésie

Télégrammes : Kapolda Aceh, Banda Aceh, Indonésie

Formule d'appel : *Dear Brigadier General / Mon Général, (si
c'est un homme qui écrit) ; Général, (si c'est une femme qui
écrit)*

COPIES À :

Ministre chargé des Droits humains :

Mr Hasballah M. Saad
State Minister for Human
Rights Affairs
Jl Kuningan Timur M 2/5
Djakarta 12950
Indonésie

Fax : 62 21 525 0075 / 525
0139

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 31 MARS 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

a version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -